



✉ 23. rue Lakanal 34090 Montpellier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION HÉRAULT AU CDEN DU 7 JUILLET 2017

Le 13 juin le nouveau Ministre de l'Éducation nationale indiquait sur le site du Ministère les 4 mesures pour la rentrée 2017 prises pour construire une « école de confiance ». Il est vrai que la confiance en l'école coincée entre politique libérale et héritage élitiste est écornée. Jean-Michel Blanquer veut dans la droite ligne de ses prédécesseurs donner plus d'autonomie aux écoles selon l'expression consacrée. La place de l'état serait de « se concentrer davantage sur la définition du cadre national et la vérification de l'atteinte des objectifs fixés que sur une volonté de gestion des moindres détails », peut-on lire.

Sud Education34 s'interroge sur la définition du « cadre national ». De quel cadre national est-il question quand le rythme hebdomadaire peut différer d'une école à l'autre. Comment les familles s'organiseront-elles si elles ont des enfants dans des écoles qui ont fait des choix différents, l'un en maternelle l'autre en primaire ? pour les activités extra-scolaires ? pour la gestion des transports ? Pourquoi l'intérêt d'un enfant serait-il d'aller à l'école le mardi après-midi dans telle école et pas dans une autre ? Est-ce là le fruit d'une vraie et profonde réflexion sur les rythmes scolaires ? Ne s'agit-il pas seulement de faire plaisir là où le mécontentement a été fort sans fâcher les autres ? Mais vite et sans concertation. Et de laisser gérer aux équipes des détails comme dit le ministre qui ont un poids important sur le quotidien des élèves, des parents et des personnels ?

De quelle autonomie est-il d'ailleurs question quand telle école apprend que l'organisation qu'elle a essayé d'imaginer avec l'allègement des effectifs en CP en REP + ne rentre pas dans le cadre strict des 12 élèves par classe maximum 14 selon les consignes relayées par les inspections. L'allègement des effectifs est bien sûr une revendication partagée par tous les collègues pour répondre à la difficulté scolaire et aux inégalités sociales. Mais cette mesure importante méritait d'être pensée et organisée dans la sérénité sans nuire à d'autres dispositifs qui font leur preuve comme les plus de maîtres que de classe ou sur le nombre d'enseignants remplaçants. Beaucoup d'écoles non classées éducation prioritaire et qui pourraient l'être se sentent d'ailleurs lésées. Cette précipitation a de plus des effets sur les inscriptions des élèves qu'on renvoie sur d'autres

écoles. Elle a aussi des effets sur les services et affectations des personnels. L'aménagement de ce dédoublement au sein des écoles pose d'énormes difficultés. Parfois deux classes de 12 élèves seront séparées par un seul panneau à l'intérieur d'une même salle.

Ne parlons pas non plus des collègues du collège engagés dans une réforme que nous avons combattu à Sud Éducation et qui aujourd'hui ont du mal à comprendre ce « faites comme vous voulez ». Déplacer le débat au sein des équipes ou des conseils d'école, c'est faire de l'accord d'entreprise à l'Éducation nationale. Fausse liberté, mesures imposées à marche forcée, manque de sens, telles sont les caractéristiques que nous entrevoyons dans la nouvelle politique qui se dessine.

Le cadre national entre autres exemples serait d'imaginer des plans de financement pour aider les collectivités territoriales à acheter les équipements nécessaires aux écoles pour pouvoir travailler dans des conditions soutenables en cas d'épisodes caniculaires, qui risquent malheureusement de se multiplier.

Le cadre national serait d'imaginer un grand plan d'orientation pour les élèves en situation de handicap après le collège. Cette année en effet risque d'être une année quasi-blanche pour les affectations en IMPRO, IME ou autres associations spécialisées, le système étant complètement bloqué par le manque de nouvelles places en ESAT. Le plan d'accessibilité aux bâtiments est une bonne chose, l'accessibilité à une orientation est encore plus cruciale.

Les personnels de l'éducation nationale fatiguent d'être soumis à des directives qui servent la promotion d'un gouvernement sans tenir compte des impacts sur leur quotidien et celui des élèves, où les bonnes idées se noient dans une politique éclair. L'Éducation nationale mériterait bien mieux. Nous pensons à Sud Éducation que l'automne 2017 verra s'exprimer l'expression de cette fatigue et du besoin de retrouver du sens.